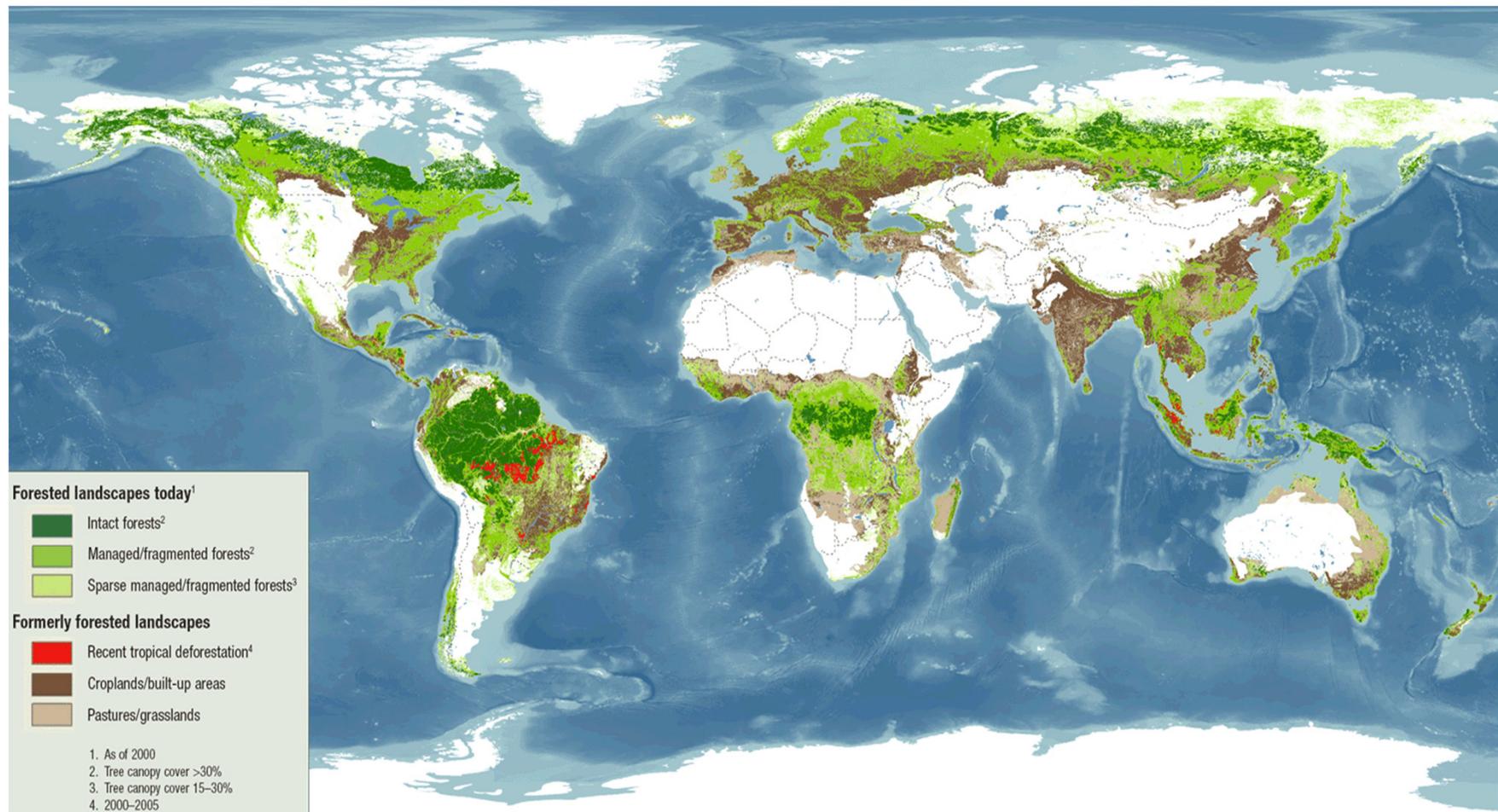
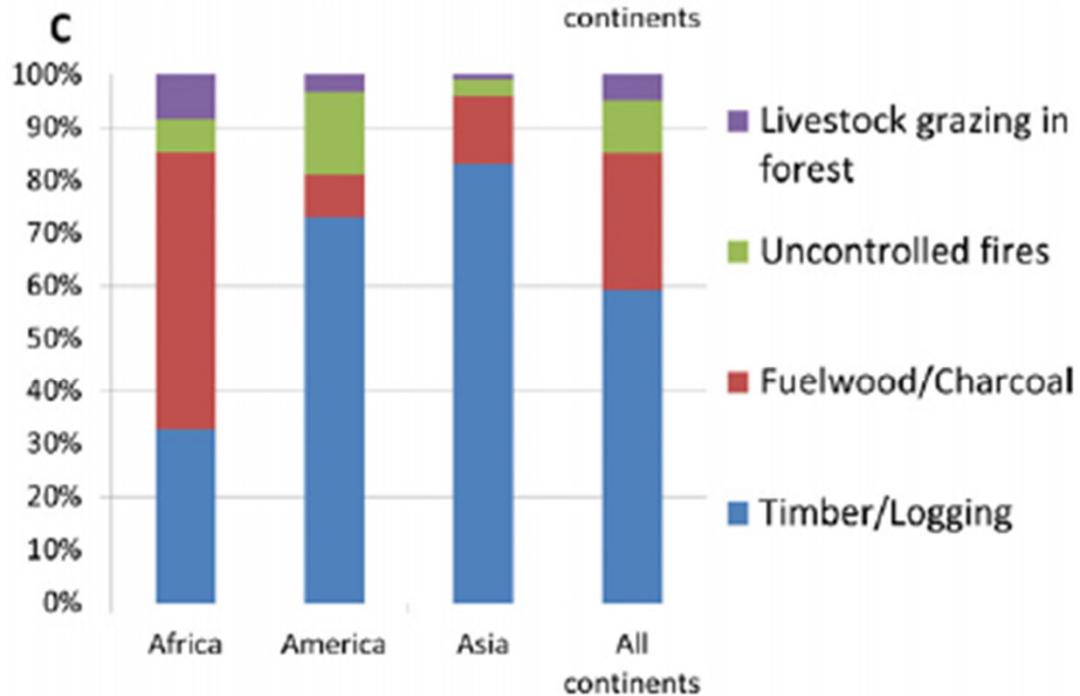
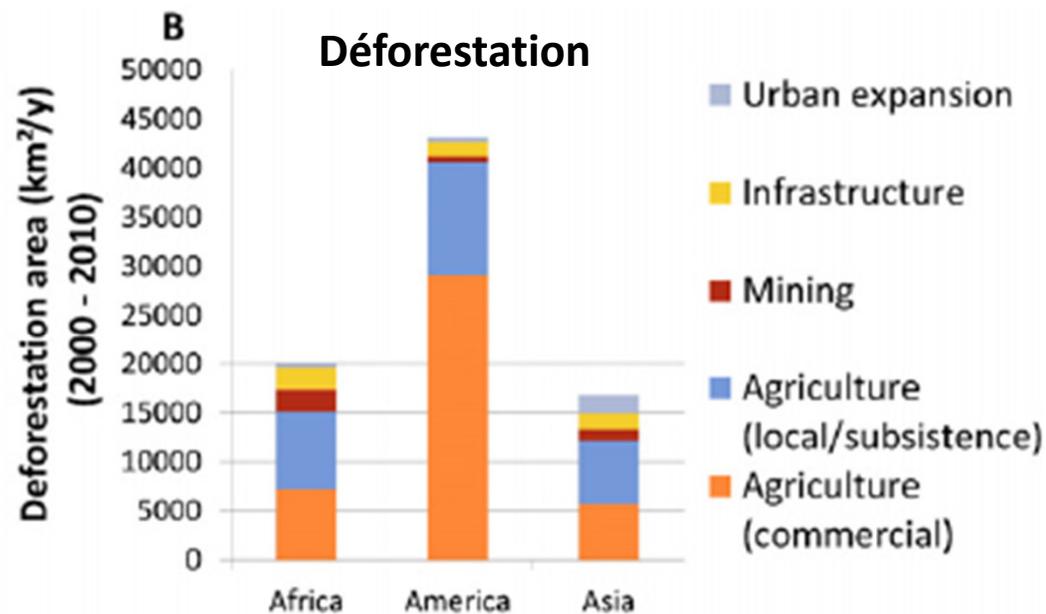
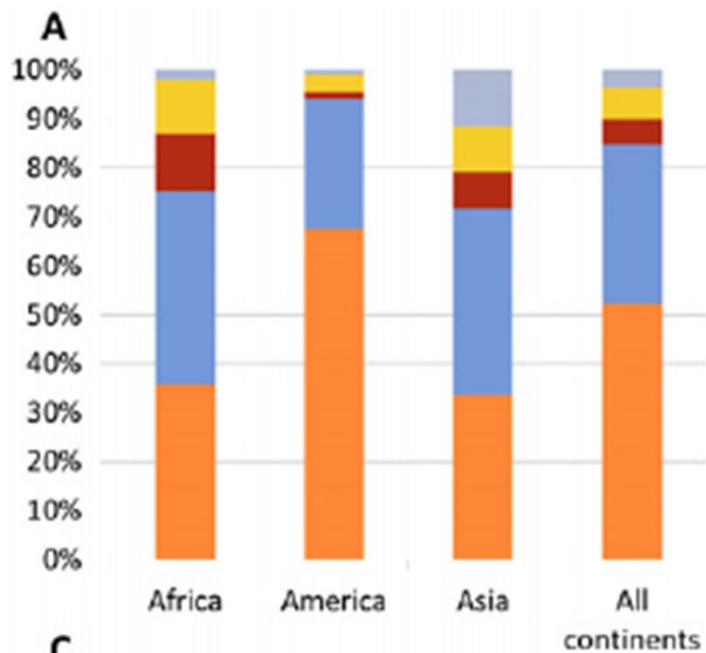


La déforestation et le mécanisme REDD+

Alain Karsenty



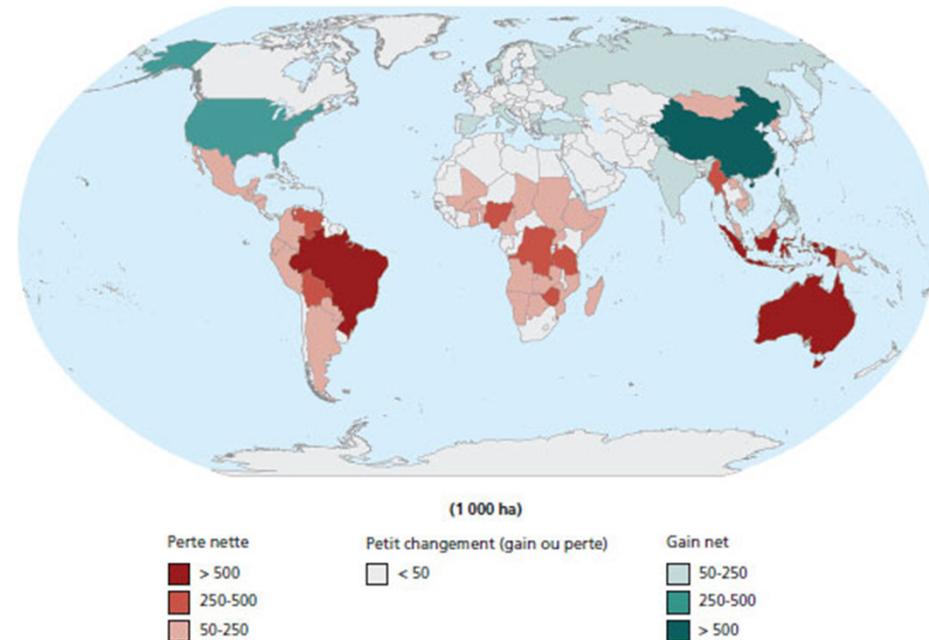


Dégradation

Le principe de la REDD (Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation dans les pays en développement)

- Proposé en 2005 par la Papouasie, le Brésil et d'autres pays (i.e. les pays d'Afrique centrale regroupés dans la COMIFAC), mais avec différentes variantes
- Niveau pays choisi pour éviter l'objection des fuites qui avait conduit au rejet de la « déforestation évitée » dans le MDP (mécanisme projets)
- Éviter la déforestation: carbone et biodiversité
- Principe de base: rémunérations pour les pays qui réduisent leur niveau de déboisement, crédits carbone (Kyoto) ou équivalent en argent (implique la mise en place d'un fonds spécial)

FIGURE 2.6
Changement annuel de la superficie forestière par pays, 2005-2010



Le passage de RED à REDD, puis REDD+

- REDD: éviter la « dégradation » (passage de 100% de couvert à 30%)
 - Les pays à « fort couvert – faible déforestation » veulent une option avantageuse
 - Les pays d’Afrique centrale envisagent de faire financer ainsi les plans d’aménagement forestiers (concessions)
 - Désillusion rapide:
 - coût prévisionnel important du MRV
 - Non-additionnalité juridique (les plans d’aménagement sont obligatoires dans les législations)
- REDD + : idée de prendre en compte les plantations, la gestion forestière et la conservation
 - Plantations (lobby de la Chine):
 - **Rupture de l’alliance initiale avec l’agenda biodiversité**
 - Contournement des règles du MDP? (additionnalité de ces plantations?)
 - Augmentation du stock au niveau national par les plantations: additionnel au niveau national et pas à l’échelle du projet?
 - Gestion forestière (exploitation):
 - Va se heurter à l’opposition de nombreuses ONG à l’exploitation industrielle
 - Conservation (lobby du Guyana): projets ou national?
 - Peut induire l’idée d’une rémunération pour un stock (et non plus pour une différence)

Schéma d'une rémunération pour « déforestation évitée » avec la méthode de la référence historique

Déforestation (ha déboisés par an)

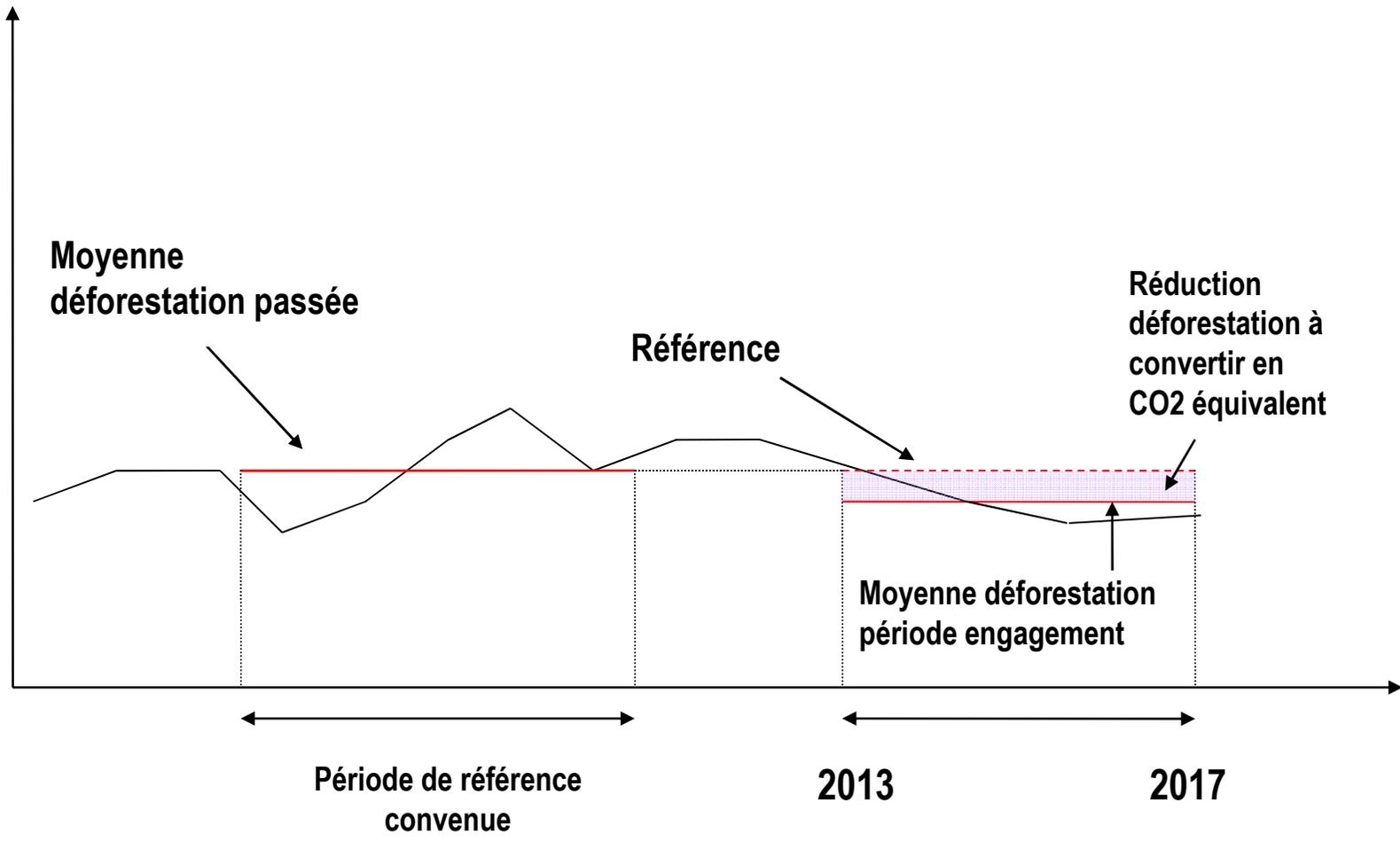
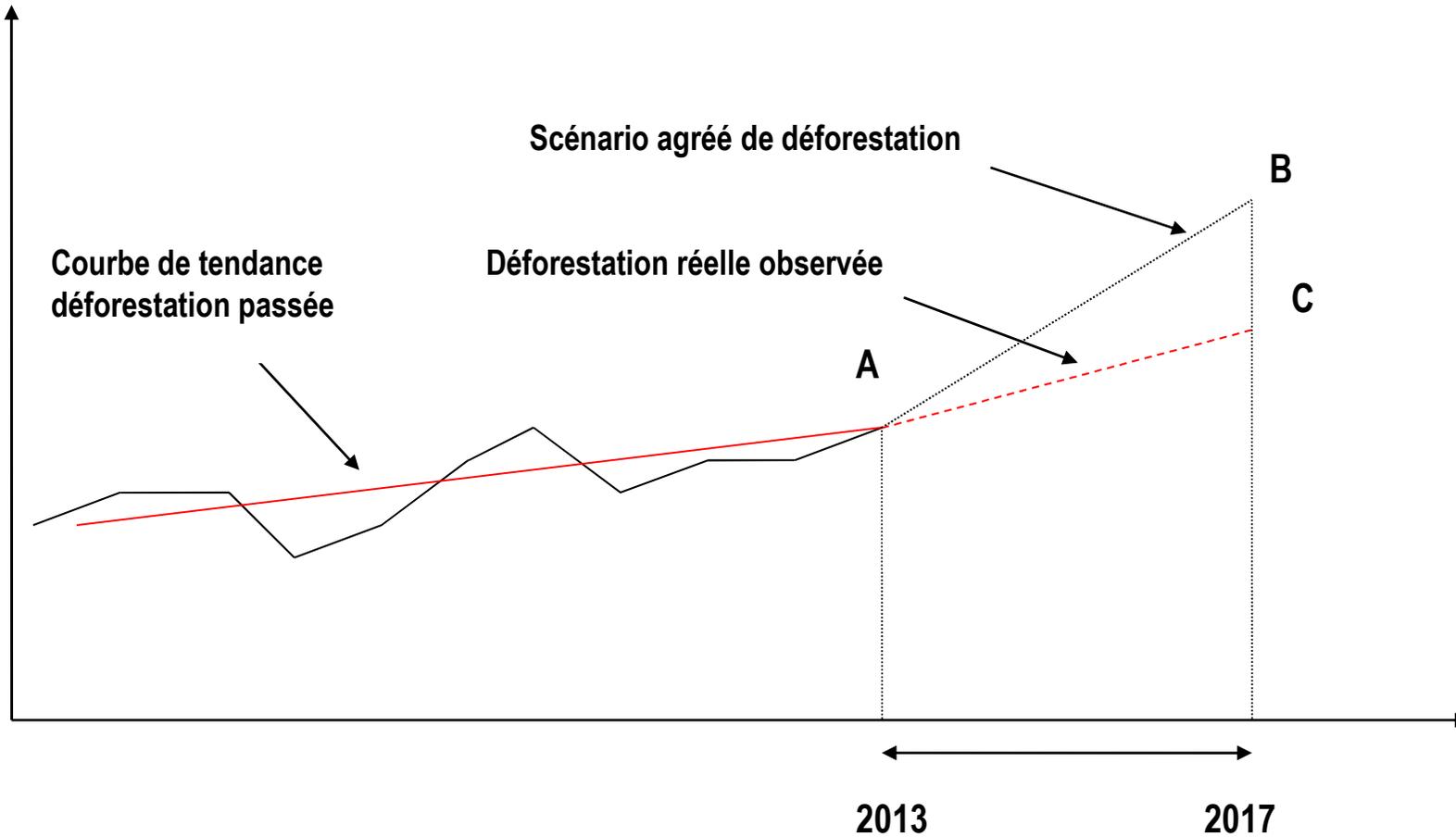


Schéma d'une rémunération pour « déforestation évitée » avec la méthode du scénario de référence

Déforestation
(ha déboisés
par an)



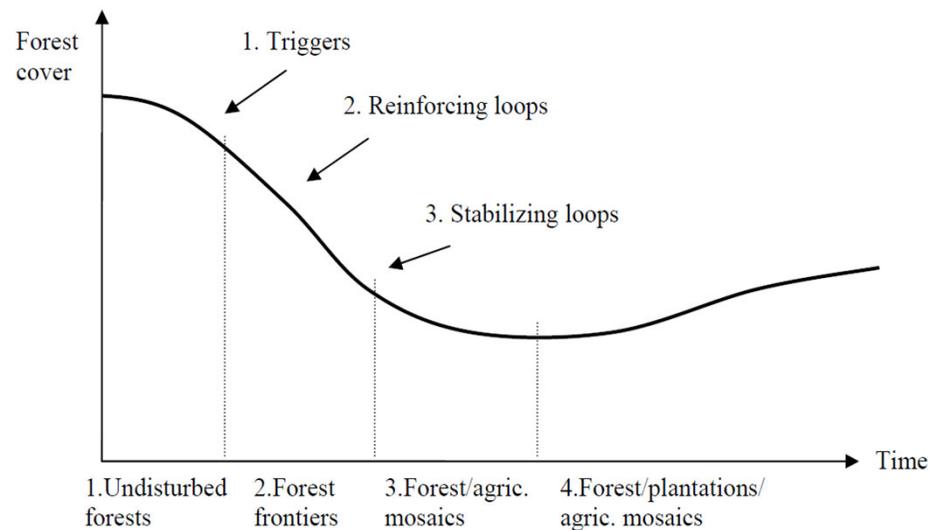
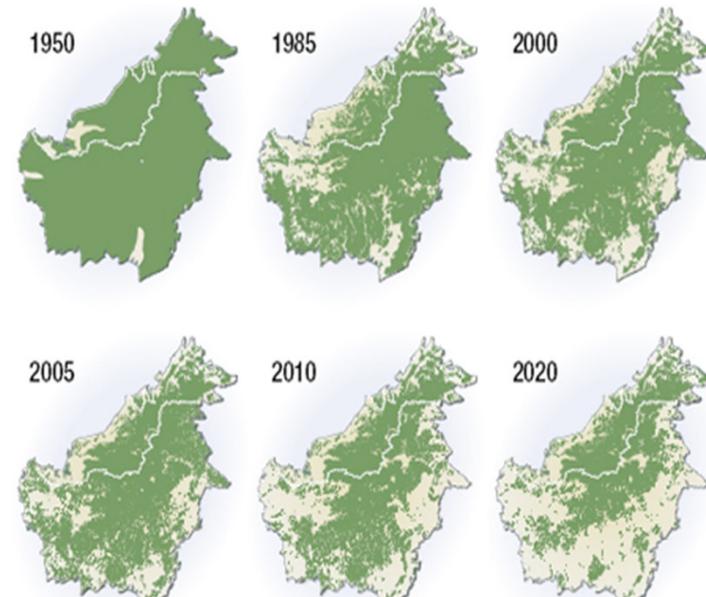
**Aire [ABC] : déforestation « évitée » (par rapport au scénario)
pouvant ouvrir droit à des crédits carbone ou à une rémunération**

Les 3 phase selon le Meridian Institute

REDD Phases	Phase 1	Phase 2	Phase 3
Activities	<ul style="list-style-type: none"> • Planning of policies and measures (PAMs) • Initial capacity building • Initial demonstration activities 	<ul style="list-style-type: none"> • PAM implementation • Scaled-up capacity building • Scaled-up demonstration activities 	Consolidation of PAM implementation
Performance indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Assessment completed • Consultations conducted • Capacity enhanced • Demonstrations implemented 	<ul style="list-style-type: none"> • Policies enacted • Measures enforced • Proxies monitored for changes in emissions and/or removals (e.g., reduction in deforestation rate) 	Quantified emission reductions and/or stock enhancements (tCO ₂ -e)
MRV scope (tiers, activities, pools)	Increasing with phase graduation, upwardly compatible with the agriculture, forestry, and other land-uses (AFOLU) framework		
Liability	Increasing to national sectoral commitment		
Financing	Immediately available (e.g., voluntary contributions)	Predictable amounts over a defined period (e.g., AAU auction revenue)	Large-scale funding (e.g., compliance markets)

Les débats techniques épineux

- Réductions réelles (passé) ou par rapport à une prévision (scénario) ?
- Comment s'assurer de la permanence des réductions d'une période à l'autre ?
- Qu'est-ce qu'une forêt ? Les palmiers à huile seront-ils éligibles ?
- Les plantations vont-elles se substituer aux forêts naturelles avec REDD+ ?



Le débat sur les « performances »

- Idée de la REDD: mécanisme incitatif qui laisse aux gouvernements le libre choix des moyens (fin des « conditionnalités » ?)
 - Mais garde-fous sur le social, les peuples indigènes, la biodiversité...
- Le paiement se fait uniquement sur la base de performances mesurables et vérifiables – idéalement par une tierce partie
 - Des pays comme le Brésil ont imposé leurs systèmes nationaux de MRV
- Mais la performance peut être artificielle car générée par une référence « complaisante » (et invérifiable dans le cas des scénarios)
 - Les pays proposent leurs niveaux de référence, un groupe technique d'experts UNFCC pourra faire des remarques mais pas le refuser
- Performances multicritères?
 - Ajouter la biodiversité et le social au carbone ?
 - Payer pour des réformes et des mesures effectives et cohérentes ?
- Comment éviter les risques de subjectivité?
- Comment gérer de telles conditionnalités dans un mécanisme multilatéral?

Un exemple : Le Guyana

- Déboisement quasi-nul : environ 0,02% /an
- Faible population et forêts enclavées
- Scénario de référence élaboré par McKinsey en 2008: la déforestation passe à 4,3% par an (630.000 ha par an), et 90% de la forêt est déboisée en 25 ans (*Economically rational land-use scenario*)
- Valeur de la compensation estimée: 580 M \$ par an (la moitié du budget annuel)
- Questions induites:
 - Quel est le statut de la « prévision »?
 - Prévision ou menace?
 - Peut-on avoir des prévisions « neutres » indépendamment les intérêts stratégiques des acteurs?

Le scénario « économiquement rationnel » McKinsey/Guyana

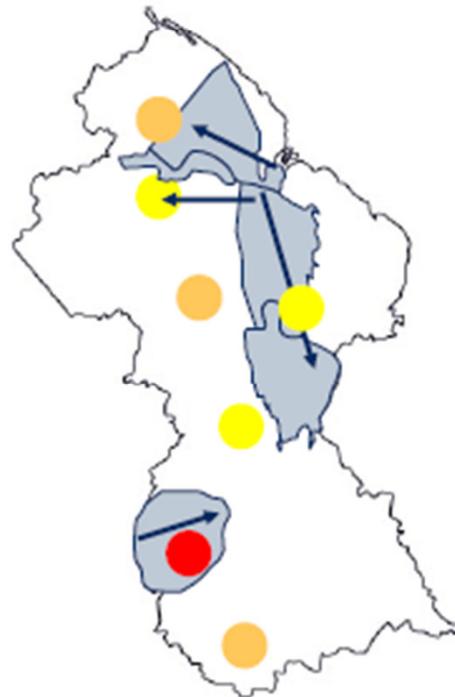
ECONOMICALLY RATIONAL DEFORESTATION PATH

CONCEPTUAL

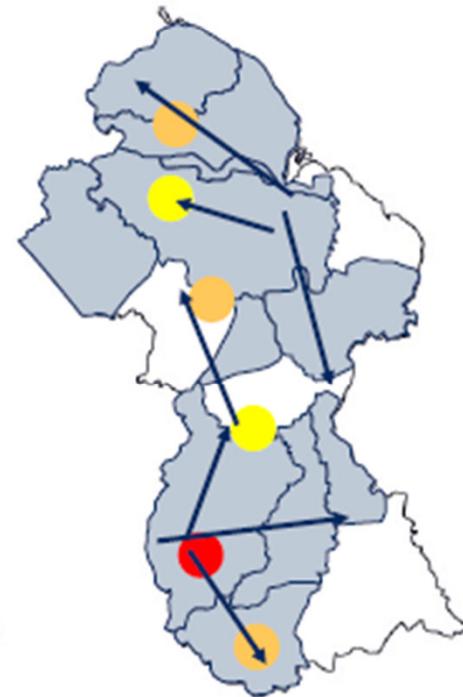
- Deforestation path
- Gold
- Agriculture
- Ranching

- Managed deforestation uses existing road and port structures to begin systematically deforesting areas near major cities
- In each area, deforestation only occurs if the NPV of deforestation is positive
- Areas rich in good agricultural soils and minerals are approach first
- Countries continue to commit to protecting 10% of forest cover under international guidelines

Deforestation after 5 years



Deforestation after 20 years



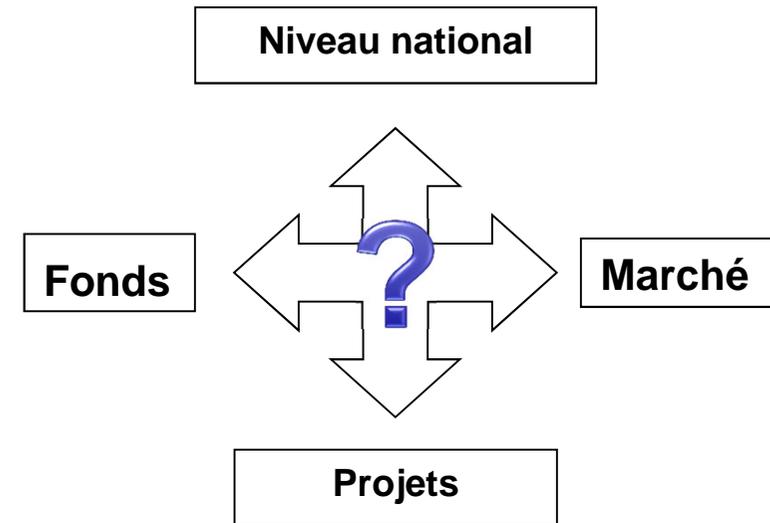
Une architecture non encore décidée

- **REDD intégré au marché du carbone** (crédits carbone)

- **Intégration au marché** : risque de *hot air* (« fausse monnaie climatique ») liée à la construction de scénarios de références construits « sur mesure » (ou des objectifs politiquement négociés).
- Refus des crédits REDD pour ETS (jusqu'en 2020)

- **REDD financé par des fonds internationaux**

- Risque d'insuffisance de l'aide publique
- Nécessite des « mécanismes financiers innovants », c'est-à-dire une fiscalité internationale



- **Rémunération des « performances » nationales**
- **Rémunération des projets**

L'accord de Varsovie (2013)

- Un accord sur les procédures nécessaires pour l'établissement du scénario de référence:
 - Proposition par les pays
 - Commission d'experts qui formule des avis techniques (pas de droit de blocage)
 - *'The assessment team shall refrain from making any judgment on domestic policies taken into account in the construction of forest reference emission levels and/or forest reference levels'*.
- Le Green Climate Fund mentionné comme source possible de financement et de rémunération, le marché est envisagé également.
 - *Reaffirms that results-based finance provided to developing country Parties for the full implementation of the activities referred to in decision 1/CP.16, paragraph 70, that is new, additional and predictable may come from a variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including alternative sources, as referred to in decision 2/CP.17, paragraph 65;*

Approche fonds ou marché

- L'approche « marché du carbone » défendue pour sa capacité supposée à apporter les financements nécessaires
- Deux types d'objection:
 - Au nom du refus du principe de la marchandisation (Bolivie: loi interdisant la marchandisation des services environnementaux)
 - Au nom d'un principe d'efficacité environnementale : impossible d'éviter une production massive de hot air du fait du problème insolvable du scénario de référence (et des fuites lié à la participation limitée et/ou à l'approche projet)

Rémunération : niveau national ou projets?

- REDD: initialement, proposition de rémunération pour réduction au niveau national
 - Volonté d'éviter de retomber sur l'objection du risque de « fuites » (déplacement de la déforestation)
 - Intense lobbying des organisations de conservation pour que les projets puissent être directement rémunérés
- Incertitude actuelle sur le sujet pour la REDD+ : proposition de la *nested approach*
 - Rémunération prioritaire des projets, le reste (s'il y a un reste) à la juridiction (ou à l'État)
 - Comment concilier « intégrité environnementale » et sécurité pour l'investissement privé en cas de divergence des résultats entre les niveaux?
- Approche (transitoire, en principe...) sous-nationale (devenue « juridictionnelle ») sur des territoires (États fédérés...)

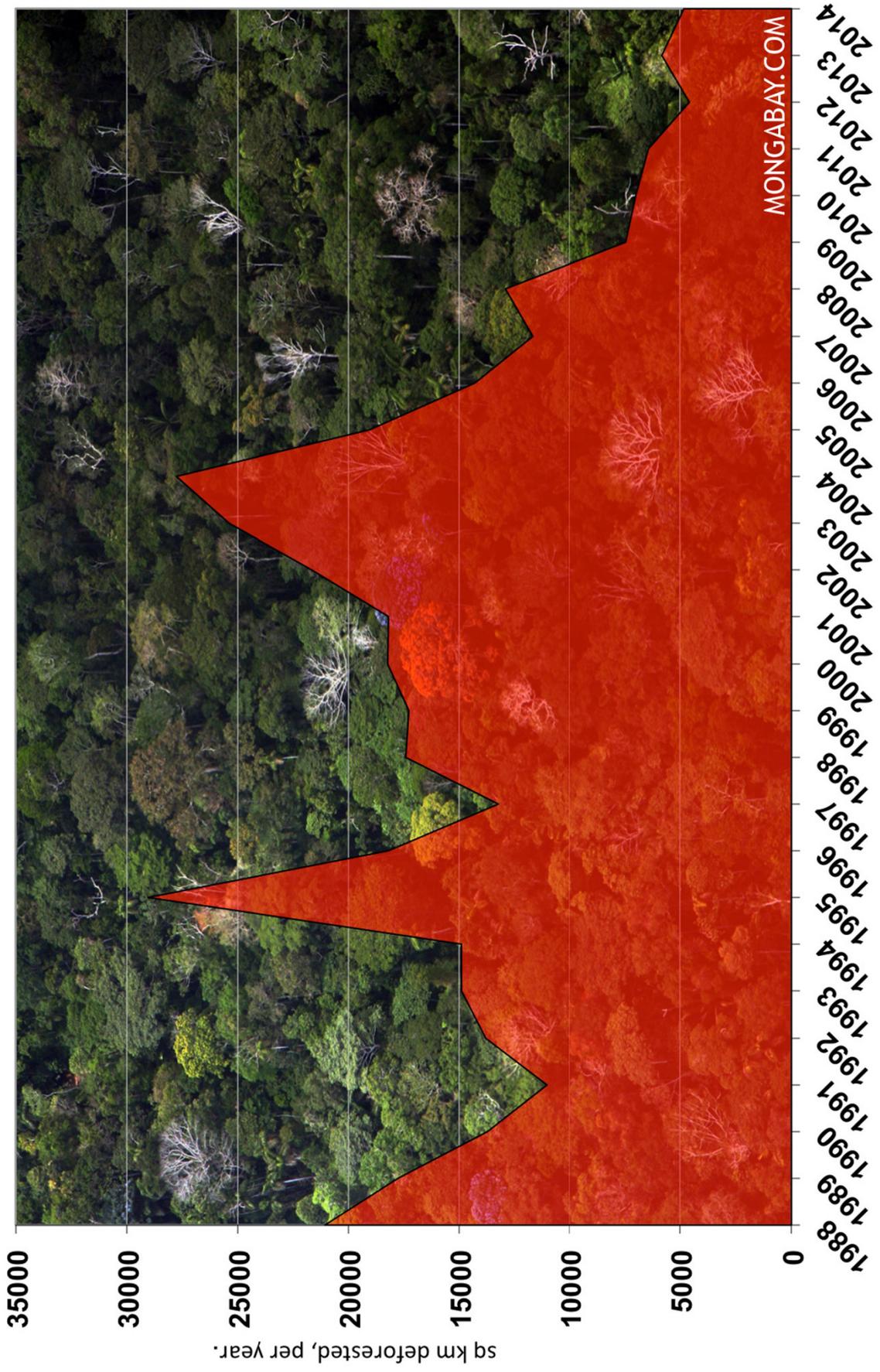
Une théorie naïve de l'incitation

- Réduction de l'Etat à un agent économique omnipotent comparant les prix relatifs et réduisant ou accélérant la déforestation à sa guise...
- Une surestimation de la capacité des Etats, étonnante quand il s'agit d'Etats « faibles » ou « défaillants »
 - Les Etats sont-ils en mesure de **décider** contre les intérêts économiques des groupes qui les soutiennent politiquement (et/ou les corrompent)?
 - Même si ces Etats décidaient sincèrement de travailler à réduire la déforestation, seraient-ils en mesure de **mettre en œuvre** les politiques efficaces et à affronter les coûts sociaux correspondants?
- La réduction de la déforestation se joue en dehors du secteur forestier, est conditionnée par des changements importants des politiques publiques, des réformes coûteuses financièrement et politiquement (comme sur le foncier)

La baisse de la déforestation au Brésil: prix ou politiques?

- Près de 80% de baisse entre 2004 et 2014 (mais sévères effets de fuite sur les Cerrados)
- Contribution de la Norvège (jusqu'à 1 milliard USD) au fonds Amazonas (financement de projets)
- Pour le Brésil: REDD+ « n'a rien à voir avec les marchés du carbone »
- Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer la baisse :
 - Politique d'assèchement du crédit pour les propriétaires pas en règle
 - Amendes et sanctions pénales
 - Développement des aires protégées autour des réseaux routiers
 - Baisse du prix du soja et de la viande
 - Baisse de compétitivité des exportations agro alimentaires liée à la hausse du Real jusqu'en 2011/12
 - Politiques des grandes sociétés étrangères de trading (Cargill...) d'achat de soja « zéro déforestation »
- Politique de puissance du Brésil: la crédibilité sur la scène internationale passe par la maîtrise de la déforestation dans le « poumon de la planète ».

Deforestation in the Brazilian Amazon, 1988-2014



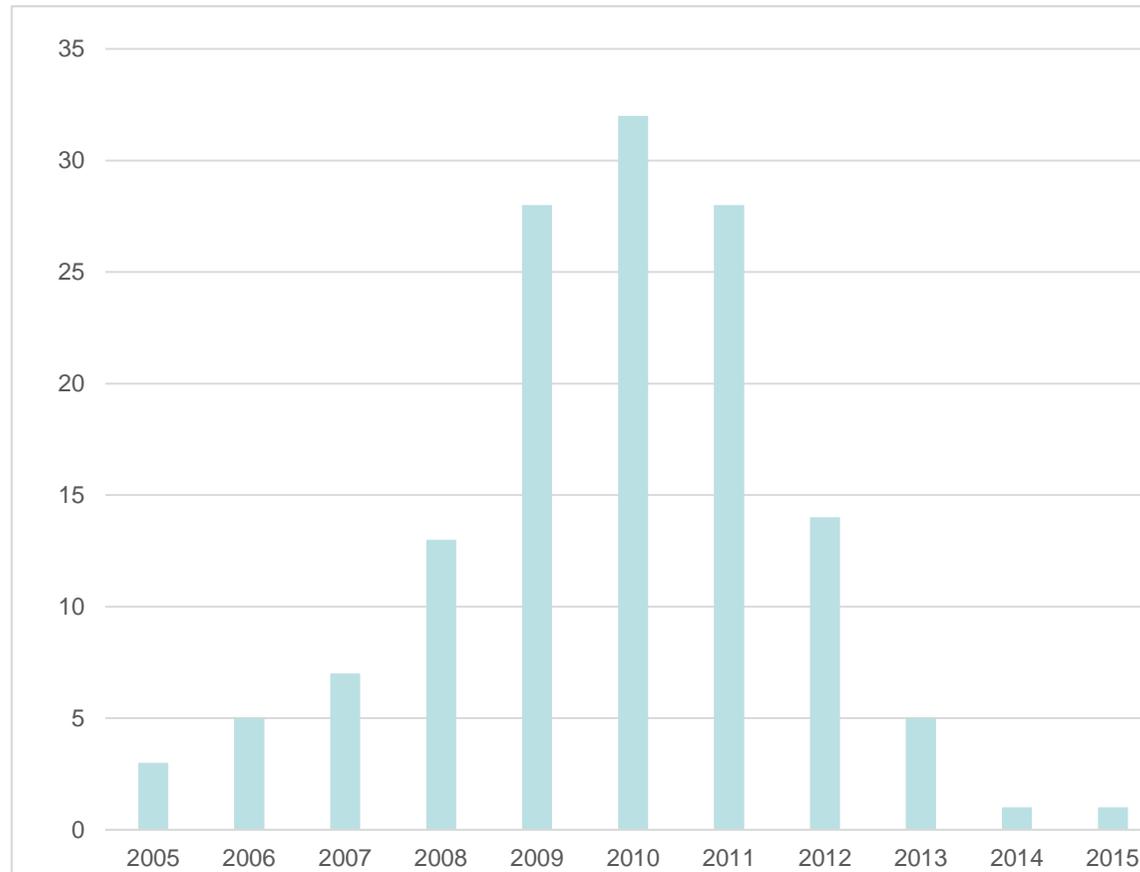
MONGABAY.COM

Combiner incitations, réglementation et volonté politique

- Les incitations financières ne peuvent concerner que des activités associées à des coûts d'opportunité faibles, tandis que la réglementation, l'application de la loi, ainsi qu'une ferme volonté politique sont nécessaires pour contenir la pression engendrée par les moteurs les plus rentables de la déforestation.
- Une combinaison efficace de réglementations et d'incitations sera nécessaire pour éviter une dérive trop importante des coûts et prévenir la capture de la majorité des fonds par des acteurs opportunistes et des intérêts puissants.

REDD+ comme « marque » (logo)

- Le marché volontaire de la « compensation carbone » a offert des opportunités pour la vente de crédits carbone issus de projets
- Capacité d'absorption: estimée autour de 30 Mt CO₂e/an
- Projets REDD+ dans le tuyau: + de 100 Mt CO₂e/an
- Les projets REDD+: pas des projets conceptuellement nouveaux (conservation, reboisement, agroforesterie, PICD...), mais présenté sous le logo « REDD+ » avec des procédures calquées sur le MDP
- Émergence d'un système de certification privée: VCS, Gold Carbon Standard, CCBA...



Essor et déclin...

- Les projets REDD+ « classiques » ne parviennent plus à trouver un équilibre financier
- Les bailleurs de fonds se concentrent dorénavant sur les projets « juridictionnels » (plusieurs millions d'ha)

Vers un régime fragmenté et inefficace

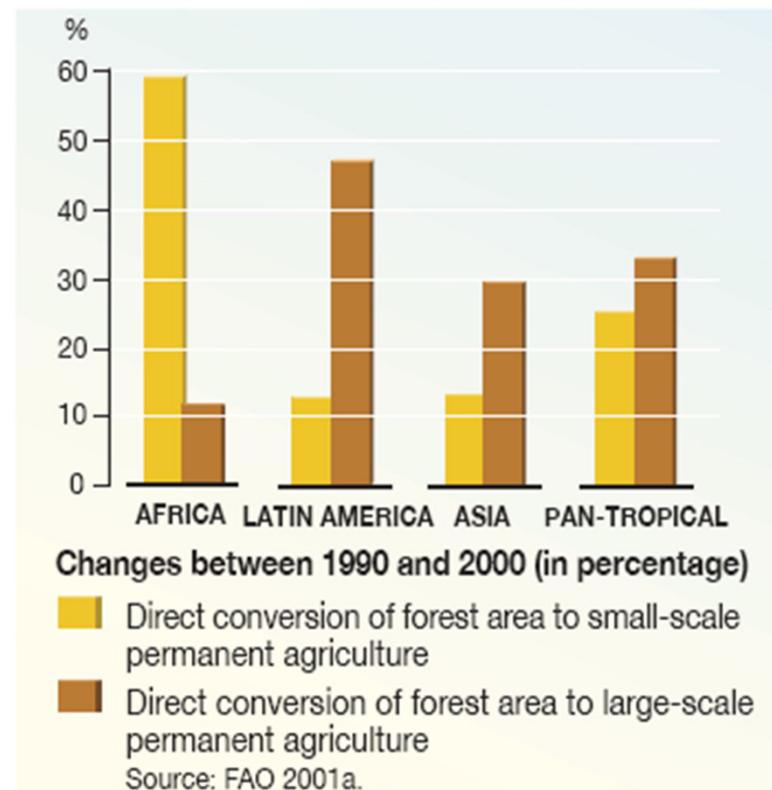
- L'approche projet n'est pas consacrée par la négociation internationale, qui reste sur l'approche « pays »
- Marché en perte de vitesse: pessimisme quant à la possibilité d'un accord efficace sur la réduction des émissions
- Pas de « cap-and-trade » international mais des initiatives nationales où chaque pays/Etat définira ses propres règles du jeu (ex: la Californie va autoriser ses entreprises à compenser leurs émissions par des crédits REDD)
- Affaiblissement des critères d'additionnalité, forts effets de fuite: vers une faible qualité des crédits carbone

Les instruments de la REDD

(quelle que soit l'architecture)

- Politiques et mesures financées par des transferts publics (bilatéraux, fonds...)
 - Plus de 6 Mds € mobilisés, accords de la Norvège avec le Brésil (1 Md\$), l'Indonésie 1 Md\$)
 - Investir aux côtés des gouvernements du Sud
 - Intensification écologique de l'agriculture
 - Clarification et sécurisation des droits fonciers
 - Construction d'un Etat de droit (aménagement du territoire, justice, lutte contre la corruption...)
 - Systèmes d'incitations pour les producteurs

↓ Drivers of forest conversion



Paielements pour services environnementaux

- Concilier **investissements** dans l'agriculture et **incitations directes** (paiements conditionnels aux acteurs locaux) à la conservation des forêts
- Des risques:
 - La logique de la « récompense » monétaire qui risque de rendre improbable toute pratique « désintéressée » de la conservation...
 - et de s'exposer à entendre : ***“Si vous ne me payez pas détruisez mes forêts” ...***



Au-delà des efforts nationaux: la question de la demande et du consumérisme

- Les « fuites » des émissions de carbone à travers le déplacement des capitaux et des activités économiques régissant l'usage des terres sont devenues un problème majeur qui se pose à différentes échelles dans l'économie mondialisée
- Récente étude UE: 10% de la déforestation liée à la consommation de l'UE (36% de la part des échanges mondiaux causant de la déforestation)
- Ainsi, s'attaquer aux moteurs de déforestation qui sont à la portée des gouvernements dans les pays en développement restera insuffisant si des changements profonds n'interviennent pas dans les modes de consommation, en priorité dans les pays industrialisés

Pour aller plus loin...

www.theredddesk.org/resources/reports/financing_options_to_support_redd_activities

Financing options to support REDD+ activities

Based on a review of the literature



Funded by the
European Commission

April 2012



 **cirad**
LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT